

nécessaires à un suivi plus soutenu? "Un ombudsman, par exemple, serait en mesure d'assurer une plus grande continuité et une liaison permanente." Un Canadien a repris cette idée et il a fait allusion aux propositions concernant "l'officialisation" d'une structure élaborée lors de la Table ronde en septembre 1985.

"Quand on essaie de mettre de bonnes idées en oeuvre, on se heurte souvent à une réalité difficile et à des intérêts variés", a déclaré un autre Canadien. Il a ajouté qu'un sentiment de pessimisme s'était installé au cours des derniers mois au sujet des chances de conclure une entente sur l'importance numérique des troupes, la démocratisation, la vérification et le reste. "La remarquable réunion qu'ont tenue les huit (ministres des Affaires étrangères des groupes de Contadora et de Lima) et les deux Secrétaires généraux (ONU et OEA) s'est terminée dans le découragement; la reunion a peu retenu l'attention des médias, mais elle a redonné de la vigueur au processus de paix, sans pour autant favoriser le mouvement vers la conclusion d'un accord de paix."

Un délégué latino-américain a convenu que les pays centraméricains avaient adopté "des positions extrêmement dures" pendant la réunion susmentionnée. Les participants se sont néanmoins entendus pour dire que l'initiative du président costa-ricien, M. Oscar Arias, et les plans visant à en favoriser la discussion par les chefs d'État centraméricains à Esquipulas en juin, avaient amené un changement important. Le plan Arias a vu le jour dans le contexte et "dans l'esprit de Contadora, et il a reçu la "bénédiction" des groupes de Contadora et de Lima à leur réunion de Buenos Aires".

Le plan Arias et le processus de Contadora

Un participant latino-américain a signalé que "c'était la première fois qu'une proposition formulée par un pays centraméricain ne mettait pas l'accent sur la nature du régime sandiniste". Aux termes des formules préconisées par le groupe de Contadora et M. Arias, les pourparlers entre Washington et Managua devraient surtout porter sur des questions de sécurité (la présence de l'URSS et du bloc communiste dans la région et l'intervention étrangère). Les deux gouvernements pourraient régler ces questions par la négociation, et des garanties vérifiables pourraient être offertes. Des accords multilatéraux et bilatéraux (notamment entre les États-Unis et le Nicaragua) s'imposent. Quant à la réconciliation nationale et à la démocratie, la principale différence entre l'Amérique latine et les États-Unis réside dans le fait que celle-ci n'est disposée à entériner aucune formule qui supposerait la vérification du processus interne au Nicaragua. Le groupe de Contadora a délibérément proposé divers moyens de vérification relativement à la sécurité et aux questions politiques. Les